

Prolifération des armes nucléaires

peine ni d'aucun moyen d'appliquer ces garanties. Il a semblé prêt à se fier aux assurances, verbales ou autres, qu'il pourrait recevoir des pays en cause. Dans le cas de l'Inde, par exemple, je trouve curieux que l'honorable représentant soit prêt à accepter les assurances d'un pays qui, si on examine sa situation intérieure actuelle, ne semble nullement en mesure de fournir la sorte d'assurance à long terme qui est évidemment souhaitable si l'on veut que la période de garantie soit raisonnable.

La proposition de M. Kissinger visant la création de centres régionaux de combustibles me semble fournir provisoirement un moyen d'assurer le genre de garanties applicables dont se préoccupent fort les membres de mon parti et dont devrait aussi se préoccuper grandement le gouvernement. Avec un tel système aucun État national n'aurait le contrôle du retraitement des combustibles usés, opération de très grande importance lorsqu'il s'agit de la construction d'armes. Au surplus, nous serions ainsi moins tributaires des garanties individuelles qui, en certains cas, ne seraient pas du tout satisfaisantes. Cela requerrait aussi la participation de tous les États et éliminerait la tension que suscitent leurs intentions personnelles.

Cet après-midi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a à peine effleuré un autre sujet: les conflits régionaux auxquels nous semblons vraiment trop enclins à nous mêler, celui par exemple, entre l'Inde et le Pakistan.

Point n'est besoin d'être un expert en politique internationale pour savoir qu'il existe un état de conflit permanent entre l'Inde et le Pakistan. On peut donc conclure qu'en poursuivant notre assistance nucléaire à l'Inde, nous incitons le gouvernement du Pakistan à croire qu'à cause de notre aide ou de celle d'un autre fournisseur, il lui faudra concurrencer l'Inde sur le plan technologique, elle qui est aussi capable de produire des engins nucléaires. Le secrétaire d'État prend-il ce facteur en considération lorsqu'il se propose de faire la même offre globale au Pakistan? L'établissement de centres régionaux constituerait au moins une solution provisoire puisque ceux-ci permettraient de contrôler le nombre d'installations, le transport du matériel nucléaire et une possible prolifération.

En ce qui a trait à la position de l'Inde, j'aimerais rappeler au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que c'est son prédécesseur, le président actuel du Conseil privé (M. Sharp), qui a déclaré dans le communiqué qui a suivi l'essai nucléaire de l'Inde:

On ne peut nous demander d'aider et de subventionner directement ou indirectement un programme nucléaire qui, à bien des égards, est contraire à l'attitude que le Canada considère depuis longtemps comme la meilleure pour la paix et la sécurité mondiales.

Je pose au secrétaire d'État aux Affaires extérieures la question suivante: Qu'a-t-il fait de ce sens des responsabilités? A-t-il l'intention d'attendre que la chose se reproduise, après quoi il nous dira en se frappant la poitrine qu'il ne s'attendait pas à être trahi par le gouvernement de l'Inde? Je dois dire que je ne critique pas plus l'Inde que les autres pays qui veulent avoir des armes nucléaires. Je ne pense pas que l'Inde soit plus à blâmer que d'autres pays qui ont les mêmes objectifs en tête.

[M. MacDonald (Egmont).]

Il est intéressant de noter qu'il y a un an, un organisme connu comme l'Organisation Gandhi de la paix disait qu'il fallait être bien crédule pour croire que l'explosion produite à l'aide de ces engins était réalisée dans un but pacifique. Lorsque le ministre dit que nous avons une responsabilité morale, je ne sais pas où il a pris ses leçons de morale. En fait, il semble donner le feu vert à un certain nombre de pays, tant ceux qui reçoivent la technologie nucléaire que ceux qui la leur fournissent. Cela dit, comme en témoigne la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au lieu d'assumer ses responsabilités morales, le gouvernement canadien fait preuve d'une irresponsabilité totale.

Le ministre a reproché à certains orateurs de ne pas dire que nous avons notamment la responsabilité morale de fournir aux pays en voie de développement d'autres sources d'énergie. Il a signalé que nous devrions nous assurer que ces pays ont d'autres sources d'énergie que le pétrole. De fait, il a cité à cet égard le premier ministre (M. Trudeau).

● (1740)

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, étant donné la situation internationale actuelle, il est normal ou même louable que notre gouvernement veuille tellement fournir des sources d'énergie économiques et fiables à ces pays qui espèrent faire prospérer leurs propres industries, qu'il leur fournisse des sources d'énergie aussi coûteuses et souvent difficiles à contrôler? A mon avis, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a pas du tout prouvé que cette autre source d'énergie est de fait plus économique que les sources traditionnelles.

Il serait certainement plus logique d'aider ces pays à faire des recherches sur les sortes d'énergie renouvelables qui existent déjà, et il y en a que nous n'avons pas mentionnées. De fait, monsieur l'Orateur, si quelqu'un veut savoir combien d'énergie ces réacteurs nucléaires fourniront aux pays intéressés, je signale que RAPP 1, qui est déjà en service, satisfait environ 0.01 p. 100 des besoins totaux d'énergie de l'Inde. RAPP 2, dont le ministre a parlé cet après-midi, et RAPP 1 satisferont ensemble 0.25 p. 100 des besoins d'énergie de l'Inde.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je dois interrompre le député puisque son temps est maintenant écoulé. S'il n'y a pas consentement unanime pour lui permettre de continuer, je devrai accorder la parole au député de Greenwood (M. Brewin).

Des voix: D'accord.

M. MacDonald (Egmont): Je terminerai très rapidement, monsieur l'Orateur, parce que je sais que d'autres députés veulent prendre la parole. J'aimerais simplement consigner le reste des chiffres au compte rendu afin que nous sachions de quoi nous parlons du point de vue mathématique. RAPP 1 et RAPP 2 satisferont 0.25 p. 100 des besoins énergétiques de l'Inde. Le réacteur KANUPP satisfera 0.6 p. 100 des besoins du Pakistan; le réacteur qu'on veut installer en Argentine satisfera 0.09 p. 100 des besoins du pays et le réacteur de la Corée du Sud environ 1.1 p. 100 des besoins locaux.